

L'islam radical met en danger l'Europe du Sud-Est

Patrick Simon

Membre du bureau de l'IDRP

Mars 2021

Depuis la fin des guerres dans les Balkans (1991-2001), les salafistes tentent une main mise sur les mosquées en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo notamment, en mettant en cause l'autorité des imams traditionnels.

Pour bien comprendre la situation dans les Balkans, il faut remonter d'abord dans l'histoire de cette région européenne qui a fait partie de l'empire austro-hongrois et ottoman, selon les périodes. C'est une des raisons pour lesquelles les dignitaires musulmans de l'Europe du Sud-Est tiennent souvent à se distinguer des communautés d'Occident, initialement formées par des immigrés, en insistant sur la longue histoire de l'islam dans les Balkans.

Un peu de points de repères historiques :

Dès le VIII^e siècle, après la période d'Al-Andalus (711-1492), dans la péninsule Ibérique, et l'émirat de Sicile (948-1091), l'islam s'installe dans le Caucase, en Crimée, puis dans les Balkans à la faveur de la conquête ottomane. Avant même que les troupes turques franchissent le fleuve Évros, en Thrace (1371), certains récits prétendent que des derviches gyrovagues arpentaient déjà les Balkans, convertissant les populations locales, plus ou moins christianisées et souvent tentées par les hérésies, comme le bogomilisme, proche du catharisme. À partir du XV^e siècle, se mettent en place des structures administratives ottomanes, puis au XVI^e siècle, nous assistons de fait à des conversions rapides et massives en Bosnie-Herzégovine, puis dans une moindre importance au Monténégro. Cela est dû notamment pour échapper aux taxes mises en place par l'administration ottomane. Cela est dû également pour éviter les restrictions aux droits à la propriété des non-musulmans.

Dans les pays bulgares, roumains ou serbes, les Églises orthodoxes, puissamment structurées, furent reconnues par l'empire ottoman comme des interlocutrices, « protégées » par le sultan. Les millets (terme ottoman qui désigne une communauté religieuse légalement protégée, et concerne aussi les minorités) devinrent des structures proto-nationales, qui servirent de cadres au développement des nationalismes modernes, à partir du XVIII^e et surtout du XIX^e siècle. Cela explique le caractère national des différentes Églises orthodoxes.

Trois religions cohabitent dans cette région du sud-est européen, surnommée « la poudrière de l'Europe » : le catholicisme, l'orthodoxie et l'islam. Globalement, l'orthodoxie représente la religion majoritaire en Serbie, au Monténégro et en Macédoine. Le catholicisme est particulièrement présent en Slovénie et en Croatie. L'islam est majoritaire en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo et en Albanie. Au total, il y a 6,4 millions de musulmans dans les Balkans (environ 1,9 millions en Bosnie-Herzégovine, 1,7 millions au Kosovo, 1,7 millions en Albanie, 809 000 en Macédoine et 229 000 en Serbie).

En 1804, la première insurrection serbe, bientôt suivie par le soulèvement grec, annonce la décomposition progressive de l'Empire ottoman et la rétraction drastique de l'aire d'implantation des populations musulmanes des Balkans. C'est toutefois après la seconde révolte serbe, en 1815, que les « Turcs » sont promptement expulsés des territoires arrachés à l'Empire ottoman, vers lesquels affluent en revanche des chrétiens des régions restées sous contrôle ottoman. La progressive extension de l'État monténégrin, avec son lot de massacres et de conversions forcées à l'orthodoxie, entraîne aussi le départ des musulmans.

La progressive affirmation des États nationaux dans les Balkans au XIX^e siècle se solda donc par des déplacements massifs de populations.

Au terme de la première guerre balkanique (1912), l'Empire ottoman doit abandonner ses dernières possessions en Europe. Les troupes du sultan reculent devant l'offensive conjuguée des armées bulgare, grecque, monténégrine et serbe, tandis que les Albanais déclarent leur indépendance le 28 novembre 1912 dans la ville côtière de Vlorë. Dans les territoires à majorité musulmane, au Kosovo et en Macédoine, certains beys tentent de s'opposer aux armées de la Ligue balkanique, mais des centaines de milliers de personnes prennent le chemin de l'exil. En 1920, au terme de la première guerre mondiale, le ministère de l'intérieur de Turquie estimait avoir accueilli un peu plus de 400 000 réfugiés ; les conflits avaient fait des dizaines de milliers de morts. Cet exode de musulmans des Balkans se poursuit durant l'entre-deux-guerres dans le cadre des échanges de populations entre la Grèce et la Turquie, prévus par le traité de Lausanne de 1923.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'engagement du régime du maréchal Tito dans le mouvement des non-alignés, qui tient sa première conférence officielle à Belgrade en 1961, entraîne un rapprochement avec les pays arabes, et en premier lieu avec l'Égypte de Gamal Abdel Nasser. Les musulmans de Yougoslavie sont alors perçus comme de précieux ambassadeurs. En effet, est pratiqué dans les Balkans un islam modéré, l'hanafisme, hérité de l'époque ottomane. Et en Bosnie-Herzégovine, le terme Musulman devient un terme de nationalité. Cette dénomination fut officiellement modifiée durant la guerre de Bosnie-Herzégovine (1992-1995).

Les Musulmans devenant des Bosniaques, et le terme de « Bosniens » désignant tous les habitants du pays, qu'ils soient bosniaques, croates, serbes ou d'autres minorités.

Une faculté de théologie islamique ouvre à Sarajevo en 1977, dans le double but de favoriser la création d'un corps d'imams yougoslaves et de limiter les influences extérieures. Le régime encourage le développement d'une communauté islamique étroitement centralisée sous la direction d'un reis-ul-ulema basé à Sarajevo, qui prend figure de capitale des musulmans de Yougoslavie, y compris pour les albanophones du Kosovo ou de Macédoine.

La seconde guerre balkanique dans les années 1990 change les choses.

Le 6 avril 1992, la guerre éclate en Bosnie-Herzégovine. Parmi les causes de ce conflit, une part vient du facteur religieux qui constitue l'identité dans les Balkans, pas seulement au sens religieux mais au sens anthropologique.

La communauté musulmane de Yougoslavie ne résiste pas à l'éclatement de l'État commun, chaque pays se dotant d'institutions nationales. En 1993, M. Mustafa Cerić devint reis-ul-ulema de Bosnie-Herzégovine et s'imposa vite comme une figure centrale de l'islam balkanique post-yougoslave. Très lié au Parti d'action démocratique (SDA), la formation du président Izetbegović, il crut que l'éclatement de la Yougoslavie allait donner l'occasion de mener à bien une réislamisation en profondeur de la société.

Les réalités de la guerre (1992-1995) et de la division du pays en entités ethno-confessionnelles, actée par les accords de paix de Dayton pose de nouveaux problèmes. Ces derniers entérinent la partition du pays en deux entités, la Republika Srpska (République serbe) et la Fédération de Bosnie-Herzégovine, elle-même subdivisée en dix cantons à majorité soit bosniaque, soit croate.

La situation actuelle

L'implication de djihadistes dans la guerre de Bosnie-Herzégovine a longtemps été occultée ou minimisée, tout comme la pénétration en profondeur de leur doctrine dans la société bosniaque. On supposait un peu vite que cette greffe étrangère ne pourrait pas prendre dans le cadre d'un islam « intrinsèquement tolérant et modéré ».

Les prêches radicaux circulent sur Internet, et la « foi vécue » l'est parfois plus dans des groupes fermés sur Facebook qu'à la mosquée... Les conflits violents qui déchirent les communautés musulmanes, notamment en Macédoine et au Kosovo, sont en bonne part des conflits de générations, entre vieux imams attachés à un modèle traditionnel et jeunes zélotes sous l'influence de doctrines importées des monarchies du Golfe.

Une réislamisation s'impose comme programme dans les seuls cantons majoritairement bosniaques. Le salafisme pénètre alors peu à peu la Bosnie-Herzégovine en créant des enclaves qui ressemblent à des zones de non droit pour la fédération.

"On compte plus de 3000 salafistes en Bosnie et plusieurs dizaines de milliers dans les Balkans, assure Goran Kovacevic, professeur à la faculté de criminologie de Sarajevo. Le salafisme rencontre un certain succès auprès des populations pauvres, sans perspectives."

Cela ne vous rappelle rien ? Leur méthode : "Ils repèrent les jeunes peu éduqués et les aident à monter un commerce ou à faire des travaux dans leur maison, explique un officier des services de renseignement, à Sarajevo. Progressivement, ils leur dictent des règles de conduite, les incitent à ne plus boire d'alcool. Le vendredi, ils leur parlent de religion, après la prière. Ils entrent dans leur tête..."

En février 2015, toute la presse européenne avait en gros titres la photographie du drapeau de l'État Islamique suspendu dans les rues d'un petit village enclavé du Nord-Est de la Bosnie-Herzégovine, Ošve. Ce village, habité majoritairement par des familles Serbes avant le conflit de 1992, se situe à proximité d'un autre bastion salafiste très médiatisé, Gornja Maoča. Cette enclave salafiste regroupe une dizaine de familles qui vivent en autarcie, sur les bases posées par la loi islamique, la Charia et en dehors du contrôle des autorités religieuses locales. Une étude de l'Institut Français de Géopolitique en 2004 par Ana Otasević (DEA, La radicalisation de l'Islam en Bosnie-Herzégovine à partir de 1992 : l'enjeu local et

international, IFG, Paris, 2004, 110 pages) a démontré que les mosquées construites après la guerre, par les Saoudiens en particulier, sont « devenus un symbole de l'utilisation de la religion à des fins d'orgueil et de domination ».

La radicalisation est, selon le Dr. Majda Ruge (Definition de la radicalisation : "Radicalization Among Muslim Communities in the Balkans : Trends and Issues"), le processus par lequel un individu ou un groupe va de plus en plus adopter des idées politiques, sociales ou religieuses extrêmes qui rejettent ou discréditent le statu quo d'une société au niveau des idées, normes et pratiques existantes dans celle-ci. C'est un rétrécissement identitaire qui fait que l'Autre est forcément l'ennemi.

Lors de mes voyages auprès d'associations pacifistes dans les Balkans dans les années 1990, voire auprès de la municipalité de Tuzla, j'ai pu constater qu'il était possible que les populations, quelque soit leur origine, ont la capacité de vivre ensemble et de construire plutôt que de détruire l'état-nation et la citoyenneté. Elles l'ont expérimenté pendant la période Tito. A Tuzla, pendant les années 1990, la mairie a maintenu un pouvoir multi-ethnique et son maire d'alors a même été nobélisable pour la paix (Salim Beslagic). Et ce dernier défendait un principe laïque (du grec « laos », l'unité d'une population dans un même lieu. Y compris dans des moments terribles, comme lors de la bombe qui explosa dans la rue des écoles le 25 mai 1995 et dont les victimes furent enterrées dans le même cimetière, quelque soit l'origine ethnique et religieuse. Cette municipalité et plusieurs associations pacifistes en Serbie, en Bosnie Herzégovine et en Slovénie tenaient ces principes dans leurs actions. Le principe de paix civile passe par la laïcité pour faire nation et pour faire vivre la citoyenneté. Tout le contraire du communautarisme et de son repli sur soi qui enferme les individus.

Selon Jean-Arnaud Derens « Aujourd'hui, le véritable enjeu en Bosnie-Herzégovine est la construction de son État-nation qui n'a toujours pas dépassé les tensions internes entre ses différentes communautés qui pourraient à terme mener à un nouveau conflit. Ces tensions internes sont par ailleurs visibles dans la construction territoriale du pays et dans le fonctionnement de sa politique interne. Le défi pour la Bosnie est donc de passer outre ses tensions communautaires pour se construire une identité nationale forte pour pallier aux besoins de la population, lutter contre la radicalisation, et appliquer les réformes politiques et économiques nécessaires pour pouvoir espérer intégrer l'Union Européenne. Cela consisterait à régler les maux principaux du pays qui l'empêchent de faire aboutir sa transition entre un État communiste à un État libéral, ces maux sont notamment la corruption et la même élite nationaliste dirigeante depuis la fin de la guerre. »

Et de poursuivre : « Si l'identité bosno-serbe reste embryonnaire, l'Etat commun de Bosnie-Herzégovine n'a guère de légitimité. Chacun des trois peuples a développé ses propres référents identitaires (...). Les écoliers musulmans, serbes et croates de Bosnie continuent d'apprendre des versions différentes de l'histoire du pays. Quant à la langue, commune à tous, elle n'est plus serbo-croate mais serbe pour les nationalistes serbes, croate pour les nationalistes croates et « bosniaque » pour les nationalistes musulmans, qui y ont introduit

quelques régionalismes et autres néo-turquismes. A moyen terme le véritable espoir est sans doute ailleurs que dans la négation pure et simple de cette réalité nationaliste. Il repose sur la nouvelle aire de coopération régionale, inaugurée le 15 juillet 2002 à Sarajevo par les présidents de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie et de la Yougoslavie. Pour la première fois, ses voisins reconnaissaient la légitimité de l'Etat bosniaque. Le communiqué rendu public à l'issue de la rencontre insistait sur deux points : l'inviolabilité des frontières et le retour de tous les réfugiés. »

Comment contribuer à des solutions d'avenir ?

Mais ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est quelle place l'Union européenne peut prendre, face aux tentations d'autres pays ? Et sur quels objectifs ?

La baisse d'influence américaine touche toute la région (ils avaient imposé les accords de Dayton). Jasmin Hasanović pense qu'en conséquence la Russie va jouer un plus grand rôle si on ajoute la crise qui divise les Balkans depuis que le Monténégro a intégré l'OTAN. Ainsi, la Russie pourrait à long terme prendre la place laissée vacante par les États-Unis, d'autant qu'elle soutient déjà le gouvernement de la Republika Srpska. Mais aussi des pays tels que les pays arabes (ils ont financé beaucoup de mosquées, à la suite de la guerre des années 1990), la Turquie (Recep Tayyip Erdogan a tenu une réunion électorale à Sarajevo le 20 mai 2018 à l'intention de la diaspora turque). Ou l'Iran (elle avait beaucoup aidé le pays pendant et après la guerre de 1992 – 1995).

Les ONG pacifistes de la région des Balkans, avec les ONG pacifistes européennes ont un rôle à jouer. Que ce soit dans le cadre des travaux auprès de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe. L'OSCE, qui compte 57 états participants en Amérique du Nord, en Asie centrale et en Europe, est la plus grande organisation de sécurité régionale du monde). Son approche de la sécurité est politique et coopérative, incluant le respect des droits humains, de l'environnement et de la démocratie. Elle travaille avec les ONG, les parlements, et tous les états y ont un statut équivalent. Cependant, ses faibles moyens politiques et logistiques (budget plus de mille fois inférieur à celui de l'OTAN) ne lui permettent pas à ce jour de jouer un rôle majeur.

Que ce soit dans un cadre plus général avec l'ONU, pour des actions relatives aux politiques de développement durable. Et en défendant la laïcité et le multilatéralisme.

Et localement, le levier d'émancipation doit faire face aux soumissions des « lois religieuses » réductrices de droits humains et intolérantes vis-à-vis des Autres. Ni discrimination, ni privilège pour construire un bien commun, telle est le projet local à développer.

« La culture de la paix est un ensemble de valeurs, attitudes, comportements et modes de vie qui rejettent la violence et préviennent les conflits en s'attaquant à leurs racines par le dialogue et la négociation entre les individus, les groupes et les Etats ». (Assemblée générale des Nations-Unies, 15 janvier 1998).

Rappelons également les 8 piliers de la Culture de la paix, selon l'UNESCO :

1. Promouvoir la paix à travers l'éducation. Celle-ci doit être proposée à tous les enfants et une attention particulière doit être réservée aux femmes.
2. Améliorer un développement économique et social soutenables. L'éradication de la pauvreté ainsi qu'une focalisation plus grande accordée à l'environnement constituent des priorités.
3. Promouvoir le respect pour tous les êtres humains, non seulement en distribuant des Déclarations Universelles des Droits de l'Homme à tous les niveaux mais aussi en mettant complètement en œuvre ces droits.
4. S'assurer de l'égalité entre les femmes et les hommes en intégrant une approche sexospécifique et en éliminant toutes formes de discrimination.
5. Soutenir la participation démocratique en éduquant les citoyens à des pratiques responsables.
6. Faire avancer les notions de tolérance, de compréhension et de solidarité en promouvant un dialogue entre les civilisations.
7. Soutenir la libre circulation des savoirs et de l'information par l'indépendance des médias.
8. Promouvoir la paix internationale et la sécurité par des actions telles que le désarmement, la résolution pacifique des conflits.

Mais aujourd'hui, nous devons y ajouter d'autres principes à partager ensemble : la laïcité et la lutte contre les séparatismes et obscurantismes.